

# S'assurer d'un avenir sans Sida: Leçons pratiques sur l'agenda sécurité et sida en zones de conflit et post-conflit



ONUSIDA / JC2402F (version française, Septembre 2012)

Version originale anglaise, UNAIDS / JC2402E, September 2012 :

*Securing an AIDS Free Future: Practical Lessons about Security and AIDS in Conflict and Post-Conflict Settings*

Traduction – ONUSIDA

Copyright © 2012.

Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA).

Tous droits de reproduction réservés.

ISBN: 978-92-9173-991-2

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'ONUSIDA aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. L'ONUSIDA ne garantit pas que l'information contenue dans la présente publication est complète et correcte et ne pourra être tenu pour responsable des dommages éventuels résultant de son utilisation.

## S'assurer d'un avenir sans Sida: Leçons pratiques sur l'agenda sécurité et sida en zones de conflit et post-conflit

Résolution 1983 du Conseil de Sécurité de l'ONU

*« Préserver les générations futures du fléau de la guerre », telle était la première motivation de la création des Nations Unies. Depuis son existence, l'Organisation des Nations Unies s'est engagée dans 67 missions de maintien de la paix en poursuivant ce but fondamental, mais aucun conflit à l'ordre du jour du Conseil de sécurité n'a eu un impact aussi important que le sida. Rien que pour la seule année 2011, 2,5 millions de personnes ont été nouvellement infectées par le VIH et 1,7 million de personnes sont décédées de causes liées au sida.*



*Le Président du Gabon Ali Ben Bongo Ondimba (D) s'adressant au Conseil de sécurité de l'ONU sur l'impact du VIH/sida sur la paix et la sécurité internationales, le 7 Juin 2011 à New York.*

*« L'insécurité internationale, nationale et personnelle contrarie les actions de prévention des nouvelles infections à VIH et d'élargissement des services liés au VIH, tant pour les soldats de la paix que pour les civils » [...] « Cette résolution contribuera à atténuer l'impact du VIH au sein des services en uniforme et des populations civiles touchées par des conflits, et augmentera l'accès aux services de lutte contre le VIH. »*

*Ali Bongo Ondimba,  
Président du Gabon*

# APERÇU GÉNÉRAL ET CONTEXTE

## LEADERSHIP DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Le Conseil de sécurité a joué un rôle déterminant dans la sensibilisation des opinions publiques quant aux liens qui existent entre le sida et les questions de sécurité. En adoptant des résolutions historiques, la résolution 1308 en 2000 et la résolution 1983 en 2011, il a contribué à galvaniser l'action mondiale pour l'intégration des ripostes au VIH dans les services en uniforme. À cet égard, l'ONU a montré l'exemple, en considérant la problématique du VIH comme faisant partie intégrante de ses propres missions de maintien de la paix dans divers contextes.

Ces Résolutions soulignent le fait que l'instabilité sociale peut exacerber la propagation du VIH, et, si l'on n'y prend garde, pourrait représenter une menace pour la paix et la sécurité internationales. Le Conseil de sécurité a invité l'ONUSIDA et le Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (ONU-DOMP) à mettre en œuvre des stratégies et des programmes spécifiques au VIH dans le cadre des missions de maintien de la paix des Nations Unies.

Les résolutions mettent également l'accent sur la nécessité de maximiser le potentiel des troupes de maintien de la paix dans la lutte contre la violence sexuelle et basée sur le genre et appellent à une intégration du VIH et de la prévention de la violence sexuelle et basée sur le genre dans les processus de démobilisation, désarmement et réintégration ainsi que dans les réformes du secteur de sécurité.

## Partenariats des Nations Unies pour la prise en compte des aspects sécuritaires de l'épidémie

Pour mettre en œuvre les directives du Conseil de sécurité, l'ONUSIDA et le Département des opérations de maintien de la paix (ONU-DOMP) ont passé un accord de coopération historique en 2001. Cette collaboration unique a stimulé l'imagination des planificateurs de programmes, des praticiens et des experts, encourageant l'innovation et renforçant le faisceau de preuves pour l'action sur le sida et la sécurité.

Aujourd'hui, le VIH a été largement intégré dans toutes les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Les unités sida de l'ONUSIDA/ONU-DOMP ont forgé des partenariats de travail solides avec d'autres divisions des missions de maintien de la paix, notamment les unités chargées du genre; de la démobilisation, du désarmement et de la réintégration; et de la réforme du secteur de la sécurité. La collaboration ONUSIDA/ONU-DOMP sur le sida a mobilisé les forces et l'expertise d'autres partenaires des Nations Unies, notamment UNFPA, ONU Femmes, HCR, PNUD, UNICEF et OMS.

---

L'impact négatif d'une situation de conflit armé est souvent particulièrement ressenti par les femmes et les filles. Dans de nombreuses situations, la violence sexuelle généralisée est utilisée comme arme de guerre, accroissant les inégalités entre les sexes et contribuant à la diffusion du VIH.

En zones de conflit et post-conflit, les femmes (dont un grand nombre avec des enfants) sont souvent confrontées à un choix impossible : mourir de faim dans des communautés locales dévastées ou vivre dans des camps de réfugiés, où le viol et la violence sexuelle peuvent être endémiques.

---



*Michel Sidibé, Directeur exécutif de l'ONUSIDA et Hervé Ladsous Secrétaire général adjoint pour les opérations de maintien de la paix*

Un système unifié des Nations Unies pour les situations de conflit et de post-conflit a également travaillé en étroite collaboration avec divers partenaires locaux, notamment :

- les programmes nationaux de lutte contre le sida,
- les ministères nationaux (tels que ceux de la santé et de la femme),
- les organisations non-gouvernementales (ONG), les organisations communautaires et,
- la société civile au sens large, ainsi que les réseaux de personnes vivant avec le VIH.

Les partenaires des Nations Unies, les Etats-Membres avec l'appui des mécanismes de financement multilatéral, ainsi que les principaux bailleurs de fonds ont mis à profit leur présence en zones de conflit et post-conflit pour renforcer les capacités des partenaires nationaux, avec pour but ultime le développement des capacités nationales pour la riposte au VIH, la promotion de l'équité entre les sexes, le maintien de la paix, l'éradication de l'impunité, l'accroissement du respect de l'état de droit et le développement d'institutions nationales robustes.

Au fil de plus d'une décennie de mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité, la collaboration ONUSIDA/ONU-DOMP a également contribué à accumuler une expérience considérable sur le sida et la sécurité. Les meilleures pratiques ont été identifiées, les succès et les défis documentés.

Des rapports réguliers de l'ONUSIDA et du Département des opérations de maintien de la paix ont permis au Conseil de sécurité de suivre les progrès de la mise en œuvre de la Résolution 1308. En 2011, l'ONUSIDA et le Département des opérations de maintien de la paix ont présenté un rapport global intitulé « *En première ligne : bilan des programmes portant sur le VIH au sein du personnel des opérations de maintien de la paix et des personnels en uniforme 2005-2010* », documentant dix ans d'efforts pour œuvrer à l'intégration des interventions de VIH dans le cadre des opérations de maintien de la paix.

En 2013, l'ONUSIDA et le Département des opérations de maintien de la paix présenteront un rapport global au Conseil de sécurité sur la mise en œuvre de la résolution 1983.

Le présent rapport identifie les leçons apprises au travers de la mise en œuvre des directives du Conseil de sécurité sur le sida et la sécurité. En s'appuyant sur les expériences des opérations de maintien de la paix des Nations Unies réalisées sur les 12 dernières années, le rapport souligne les aspects sécuritaires de la riposte au sida, résume à la fois les succès et les défis afférant à l'intégration d'une dimension VIH dans les missions de maintien de la paix et identifie les principales priorités pour les futurs efforts d'intégration du VIH dans tous les aspects des opérations de maintien de la paix.

# THÈMES PRIORITAIRES DE L'INTENSIFICATION

L'accélération de l'action pour la lutte contre le sida en zones de conflit et post-conflit représente un impératif mondial. Selon la Banque Mondiale, plus d'un habitant de la Terre sur cinq vit dans des pays affectés par de violents conflits.

Une action efficace pour atténuer la vulnérabilité qui résulte des conflits armés est essentielle pour maintenir et accélérer les gains récents enregistrés dans la riposte au sida. Une action robuste basée sur des éléments probants est particulièrement importante pour atténuer les effets des conflits sur les femmes et les filles ainsi que pour faire progresser la notion d'une véritable égalité entre les sexes.

Un défi majeur à relever dans tous les aspects de la riposte au sida consiste à mobiliser suffisamment de ressources pour les programmes liés au VIH et à utiliser chaque denier le plus efficacement possible. Selon une récente évaluation des initiatives liées au VIH dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, les ressources limitées constituent un des obstacles majeurs à l'exécution de programmes liés au VIH dans les missions de maintien de la paix.

Des éléments probants indiquent que les opérations de maintien de la paix offrent une excellente occasion de maximiser des investissements qui génèrent des bénéfices importants pour la santé publique. En effet, le fait de sensibiliser les troupes (environ 120 000) qui servent actuellement dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies aide à protéger la santé et le bien-être du personnel militaire lui-même. De plus les effets de tels investissements sont également grandement amplifiés, dans la mesure où les troupes de maintien de la paix servent d'agents de changement dans les communautés environnantes et, en fin de compte, dans leurs pays d'origine.

Les programmes VIH dans les opérations de maintien de la paix aident également à renforcer des capacités durables dans les pays et communautés où interviennent ces missions, générant des bénéfices à long terme pour les ripostes au sida aux niveaux national et communautaire. Et en faisant de l'intégration des programmes de sida et de violence sexuelle et basée sur le genre dans les opérations de maintien de la paix une priorité, les investissements actuels génèrent un changement durable dans l'appareil sécuritaire des Nations Unies et des pays fournisseurs de contingents.

En mai 2012, les conseillers sida de six missions de maintien de la paix\* se sont réunis avec leurs homologues respectifs coordinateurs pays de l'ONUSIDA pour examiner les éléments probants disponibles et déterminer comment accélérer au mieux une riposte renforcée au sida en zones de conflit et post-conflit. À l'issue de trois jours de concertation, il a été convenu de donner la priorité au travail dans trois domaines thématiques – les interventions de lutte contre la violence sexuelle et basée sur le genre, l'intégration du VIH dans les programmes de désarmement démobilisation et réintégration, ainsi que l'intégration du VIH dans les initiatives de réforme du secteur de la sécurité.

Les leçons apprises des opérations de maintien de la paix dans chacun de ces domaines thématiques sont présentées ci-dessous. Les informations relatives à ces études de cas sont tirées d'un exercice de collecte de données conjointement mené par l'ONUSIDA et l'ONU-DOMP, en vue d'éclairer la mise en œuvre accélérée de la Résolution 1983 du Conseil de sécurité de l'ONU.

---

\* Les missions représentées étaient la Côte d'Ivoire (ONUCI), la République démocratique du Congo (MONUSCO), Haïti (MINUSTAH), le Liban (FINUL), le Soudan (MINUAD), et le Sud Soudan (MINUSS).

## VIOLENCE SEXUELLE ET BASÉE SUR LE GENRE

L'indignation de la communauté internationale face à l'utilisation du viol comme arme de guerre ne représente qu'une des raisons qui ont amené le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, à lancer la campagne pluriannuelle intitulée « *Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes* ». La campagne a lancé un appel élargi aux organisations de femmes, aux organisations internationales, aux gouvernements, au secteur privé, à la société civile et aux personnes de tous âges pour s'engager dans les actions visant à mettre fin à la pandémie de violence à l'égard des femmes et des filles. Parmi les initiatives de la campagne, il y a un réseau international qui met l'accent sur la fin de l'utilisation du viol comme arme de guerre.

Dans la mesure où les conditions de conflit et post-conflit accroissent les risques pour les femmes, les entités des Nations Unies qui interviennent dans les situations de conflit ont pris des mesures pour protéger les femmes et les filles contre la violence sexuelle et basée sur le genre. Les entités des Nations Unies ont organisé des patrouilles de sécurité, mis en place des dispositifs physiques de dissuasion pour empêcher l'entrée non-autorisée dans les camps et, dans certains cas, relocalisé les femmes les plus vulnérables dans des zones à moindre risque. Les cellules VIH/sida de l'ONUSIDA/ONU-DOMP collaborent avec les partenaires des Nations Unies (HCR, UNFPA, UNICEF et ONU Femmes, notamment) pour réduire les risques de violence sexuelle et basée sur le genre, assurer des services de santé reproductive pour prévenir les décès des mères et des enfants, et offrir des services pour réduire les risques liés au VIH et aux autres infections sexuellement transmissibles.

### MISSION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LA STABILISATION EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (MONUSCO)

---

## MONUSCO

### Quelques faits

**Conflit :** Une série de conflits en RDC survenus suite au génocide rwandais ont impliqué de nombreux pays dans la région, provoquant 3,8 millions de décès de 1998 à 2004.

**Mandat de la Mission :** Assurer la protection des civils, du personnel humanitaire et des défenseurs des droits humains qui sont exposés à une menace imminente de violence physique et soutenir le gouvernement de la RDC dans ses efforts de stabilisation et de consolidation de la paix.

**Personnel de la Mission :** 23 586 (en 2010).

---

La MONUSCO s'attelle avec différents partenaires à transformer les normes sociales dans un milieu où le viol et la violence sexuelle ont été largement utilisés comme armes de guerre. Le but final de la MONUSCO est de transformer les auteurs de violence en agents de changement positif.

La cellule Réforme du secteur de sécurité de la MONUSCO a mis en œuvre une formation globale sur la violence sexuelle, en utilisant l'approche dite de la 'formation du formateur' et un modèle participatif. La MONUSCO a ainsi formé 130 formateurs militaires et 30 officiers des Forces armées de la RDC (FARDC), qui, à leur tour, ont assuré à 2000 soldats des FARDC une formation pour les sensibiliser à la violence sexuelle et basée sur le genre. Grâce à l'approche utilisée, qui permet aux personnels des forces armées de se former les uns les autres, les formations de la MONUSCO ciblent les personnels en uniforme en utilisant un discours



La Mission de stabilisation des Nations Unies en Haïti (MINUSTAH) – Section pour la Réduction de la Violence Communautaire – et ses partenaires non-gouvernementaux accueillant environ 4000 enfants de la ville reculée de Pilate et ses environs pour célébrer la Journée internationale des Droits de l'enfant. Un gardien de la paix MINUSTAH ajuste un bérêt bleu sur la tête de l'un des enfants.  
Photo ONU / Victoria Hazou

auquel ils peuvent adhérer. Les soldats formés sont censés à leur tour former leurs propres unités dans le but de changer les attitudes et les normes sociales des 120 000 soldats des FARDC.

Les résultats à ce jour sont encourageants. Suite aux formations assurées au Haut Commandement militaire, la violence sexuelle et basée sur le genre est désormais une priorité de l'agenda des FARDC. Depuis que les FARDC ont mis en œuvre une politique de « tolérance zéro » pour la violence sexuelle et basée sur le genre en 2009, le nombre de cas signalés a chuté. Alors que 12 311 cas de violence sexuelle avaient été enregistrés en 2011 un nombre considérablement inférieur de cas (647) a été enregistré entre janvier et avril 2012. La politique de « tolérance zéro » aide également à mettre fin à l'impunité qui a longtemps entouré

la violence sexuelle et basée sur le genre, comme le démontre le fait que 719 poursuites ont été engagées devant la justice en 2011 à l'encontre d'auteurs de violence sexuelle. Durant la même période, plus de 150 éléments des FARDC et de la police nationale congolaise ont été inculpés pour viol et autres actes de violence sexuelle.

Bien que les gains tirés des poursuites d'auteurs devant la justice soient substantiels, les procédures judiciaires pour traiter les cas de violence sexuelle et basée sur le genre imposent souvent un fardeau énorme aux femmes qui ont survécu à ces expériences. Les femmes ont besoin de meilleurs systèmes d'accompagnement tout au long de ces procédures ainsi que d'outils indispensables pour leur permettre de poursuivre les procédures judiciaires jusqu'au bout.

## LA MISSION DES NATIONS UNIES AU SUD SOUDAN (MINUSS)

---

# MINUSS

### Quelques faits

**Conflit :** Vingt ans de conflit avec le Soudan ont pris fin par un référendum en 2011, qui a entériné l'indépendance du Sud Soudan.

**Mandat de la Mission :** Consolider la paix et la sécurité et aider à établir les conditions d'un développement durable.

**Personnel de la Mission :** 7000 militaires, 900 policiers civils et un contingent supplémentaire de civils.

---

Au Sud Soudan, le dernier-né des états du monde, le viol a également été largement utilisé comme arme de guerre. Des pratiques culturelles persistantes qui reflètent le peu de considération octroyé au statut de la femme – telles que la polygamie, le mariage forcé, l'héritage de la femme et l'inceste – aident aussi à entretenir la propagation du VIH au Sud Soudan.

Bien que récemment créée, la MINUSS a déjà pris des mesures importantes pour s'attaquer en priorité à la prévention du VIH et combattre la violence sexuelle et basée sur le genre. La mission a formé 120 'agents

de changement', 105 éducateurs et 34 conseillers VIH. Les campagnes de sensibilisation au VIH, parrainées par la MINUSS ont touché plus de 30 000 individus et la mission a octroyé des services de conseil et dépistage volontaires du VIH à plus de 3000 personnels en uniforme.

La MINUSS s'est attelée à intégrer la problématique VIH et violence sexuelle et basée sur le genre dans toutes ses opérations, mettant en place une équipe spéciale pour guider et soutenir une approche intégrée. Les programmes de sensibilisation de violence sexuelle et basée sur le genre ont été déployés auprès des communautés locales du Sud Soudan ; le recours aux services de conseil et dépistage volontaires soutenus par la MINUSS s'est accru et les services de prophylaxie antirétrovirale post-exposition pour les survivants des viols sont désormais accessibles. UNFPA, HCR et ONU Femmes se sont joints à la MINUSS pour soutenir l'élaboration et l'exécution de programmes liés à la violence sexuelle et basée sur le genre.

L'expérience à ce jour met en exergue le rôle important de la société civile dans l'extension de la portée des programmes VIH et de violence sexuelle et basée sur le genre ainsi que la diversification des opportunités économiques pour les femmes. La mission a forgé des partenariats avec des groupes tels que l'Association des femmes du Sud Soudan, l'Association des femmes juristes du Sud Soudan et le ministère de l'Égalité des sexes. Des efforts importants ont également été faits pour renforcer la sensibilisation à la violence sexuelle et basée sur le genre au sein de la police.

## DÉMOBILISATION, DÉSARMEMENT ET RÉINTÉGRATION

L'Organisation des Nations Unies a de plus en plus concentré ses efforts sur la mise en œuvre des programmes de démobilisation, désarmement et réintégration dans les pays sortant d'un conflit. Les initiatives de démobilisation, désarmement et réintégration couvrent un large éventail de questions complexes, dont la sécurité, les droits humains, l'état de droit, les élections et la gouvernance économique, ainsi que les fonctions traditionnelles de maintien de la paix. Enfin, les programmes de démobilisation, désarmement et réintégration visent à créer les conditions de la sauvegarde et de maintien de communautés de santé, tout en renforçant les capacités nationales pour assurer la paix, la sécurité et le développement à long terme.

Les facteurs couverts par les programmes de démobilisation, désarmement et réintégration – droits humains, gouvernance inclusive et opérationnelle et approches rationnelles du développement – sont intimement liés à l'aptitude d'une société à riposter efficacement au sida. L'incorporation du VIH dans les programmes de démobilisation, désarmement et réintégration permet de faire progresser l'intérêt international pour la prise en charge des causes profondes des conflits et la promotion de communautés et de sociétés viables et en bonne santé.

---

### MINUAD

#### Quelques faits

**Conflit :** Les combats entre les forces rebelles et les forces gouvernementales ont entraîné le déplacement de 2,7 millions de personnes de leurs sites d'origine, créant ce que les observateurs ont caractérisé comme la pire crise humanitaire au monde.

**Mandat de la Mission :** Protéger les populations civiles ; faciliter l'aide humanitaire ; assurer le suivi et le contrôle de l'application des accords ; assister un processus politique inclusif ; promouvoir les droits humains et l'état de droit.

**Personnel de la Mission :** 26 932.

---

#### LA MISSION DES NATIONS UNIES DANS LE DARFOUR (MINUAD)

Des éléments probants soulignent le besoin urgent d'intégrer les services de VIH dans les initiatives de DDR de la MINUAD. Les initiatives de formation de la MINUAD ont détecté un niveau de sensibilisation au VIH extrêmement bas chez les combattants, notamment des idées fausses persistantes et répandues, telles que la croyance de l'existence d'un remède contre le sida. Plus de 90 % des ex-combattants signalent que le VIH est toujours fortement stigmatisé et les ex-combattants séropositifs expriment leurs préoccupations concernant la question de leur acceptation par leurs familles. La plupart des ex-combattants ignorent leur statut sérologique, en partie à cause de la pénurie aiguë de services de conseil et dépistage du VIH en zone rurale.

Les sessions VIH qui sont dispensées dans le cadre des programmes de DDR de la MINUAD offrent aux ex-combattants une rare opportunité de faire entendre leurs préoccupations de santé et d'obtenir des informations et des services essentiels en matière de santé. L'intégration du VIH dans les programmes de DDR a également offert une possibilité importante de renforcement des capacités nationales du ministère de la Santé et du Programme national de lutte contre le sida au Soudan, pour l'offre de services liés au VIH durables et appropriés aux ex-combattants. Outre les autorités nationales de la santé, la MINUAD s'est associée à d'autres parties prenantes nationales pour incorporer le VIH dans les programmes du DDR, notamment la Commission de DDR au Soudan, la police et les forces armées soudanaises et les organisations de la société civile.



Casques bleus bangladais de la Mission des Nations Unies en République du Sud-Soudan (MINUSS) déployés sur Likuangole Payam, l'Etat de Jonglei, pour enrayer le cycle de vengeances et les meurtres qui ont tué plus de 1000 personnes au cours des trois derniers mois.

Photo ONU / Tim McKulka

## **LA MISSION DES NATIONS UNIES AU SUD SOUDAN (MINUSS)**

Le Sud Soudan a connu le processus de DDR le plus important au monde, ciblant plus de 120 000 ex-combattants. Le nouvel état désarme les rebelles et les nationaux qui détiennent illégalement des armes, le gouvernement ayant mis en place un secteur chargé des armes légères dans le cadre du processus de DDR.

Le lancement du programme complet de DDR est prévu pour octobre 2012, aussi l'intégration du VIH représente-t-elle une nécessité urgente. Pour ce faire, la MINUSS collabore avec les principaux partenaires des Nations Unies et partenaires nationaux pour faciliter l'intégration rapide et efficace du VIH dans les programmes de DDR. Les principaux partenaires nationaux comprennent la Commission de lutte contre le VIH/sida du Sud Soudan, le ministère de la Santé et d'autres ministères nationaux, la Commission nationale de DDR, les ONG et le réseau national des personnes vivant avec le VIH.

## RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

Selon un rapport de 2008 du Secrétaire général, la réforme du secteur de la sécurité vise à renforcer « un système de sécurité efficace et responsable pour l'état et les citoyens, sans discrimination et dans le plein respect des droits de l'homme et de l'état de droit ». Le secteur de la sécurité couvre la défense, l'application de la loi, les services correctionnels, les renseignements et les institutions responsables de la gestion des frontières, des douanes et des urgences civiles ainsi que les autorités judiciaires compétentes.

Une sécurité nationale basée sur les droits, fiable, qui permet aux individus et aux communautés de vivre et de prospérer est un élément important d'une riposte nationale efficace au sida. En outre, le secteur de la sécurité est souvent lui-même très affecté par le VIH, ce qui souligne l'importance de l'intégration du VIH dans les initiatives élargies de RSS.

### MISSION DES NATIONS UNIES POUR LA STABILISATION D'HAÏTI (MINUSTAH)

---

## MINUSTAH **Quelques faits**

**Conflit :** Un conflit armé à la suite d'un différend politique concernant la direction du pays a conduit à la mise en place de la MINUSTAH, qui a aussi été forcée d'assurer le maintien de la paix et soutenir la reconstruction nationale à la suite du tremblement de terre dévastateur de 2010.

**Mandat de la Mission :** Assurer un environnement stable, promouvoir le processus politique, renforcer les institutions gouvernementales et les structures d'état de droit et promouvoir et protéger les droits humains.

**Personnel de la Mission :** Plus de 10 000 membres, dont 7297 militaires et 2866 policiers.

---

Avec la hausse des taux d'incarcération enregistrée en Haïti, la MINUSTAH aide les parties prenantes nationales à prendre en charge le VIH dans les prisons. En adaptant un modèle programmatique qui a été mis en œuvre avec succès aux États-Unis par le Département des services correctionnels de Floride, la MINUSTAH a formé 65 pairs éducateurs aux stratégies de prise en charge du VIH dans cet espace sensible que représente le milieu carcéral. Pour optimiser la portée et l'impact de ce programme basé sur les pairs, la MINUSTAH a recruté comme apprenants des détenus dont il est avéré qu'ils imposent le respect dans leurs cellules. Les réactions des prisonniers ont été particulièrement favorables ; plusieurs d'entre eux ont signalé avoir pris des mesures pour éviter la transmission du VIH à la suite des leçons apprises pendant les sessions de VIH assurées par les pairs. Le soutien important du Département de l'administration pénitentiaire du ministère de la Justice a permis d'assurer le succès du travail de la MINUSTAH en matière de VIH.

La MINUSTAH renforce également les capacités nationales en vue de soutenir une riposte efficace au sida dans les prisons. La MINUSTAH a travaillé avec l'administration pénitentiaire pour élaborer des stratégies de traitement dans le cadre de budgets de santé limités et en l'absence de services de laboratoire. Comme solution innovante à ces ressources limitées, la MINUSTAH a pris attache avec l'Agence américaine pour le développement international, le Centre GHESKIO à Port-au-Prince et le PNUD pour assurer des soins et soutien de suivi aux détenus chez qui le VIH a été diagnostiqué.

La résolution des problèmes a été un attribut essentiel des efforts de la MINUSTAH dans le domaine du VIH. Pour assurer la mise en œuvre de son programme VIH, la MINUSTAH a dû surmonter les défis posés par la vacance du poste de directeur médical du système pénitentiaire ainsi que la pénurie aiguë de ressources pour mettre en œuvre le programme basé sur les pairs. En outre, le tremblement de terre de 2010 a provoqué d'énormes perturbations à l'échelle de la nation, ce qui a nécessité le redoublement d'efforts par la MINUSTAH pour mettre en œuvre son programme basé sur les pairs au milieu de tant d'incertitude.

## LA MISSION DES NATIONS UNIES AU LIBERIA (MINUL)

---

### MINUL

#### Quelques faits

**Conflit :** Une guerre civile qui a duré de 1989 à 1997 et a tué 150 000 personnes, des civils pour la plupart.

**Mandat de la Mission :** Appuyer la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu, la protection du personnel des Nations Unies, l'assistance humanitaire et les droits humains, la réforme de la sécurité et la mise en œuvre du processus de paix.

**Personnel de la Mission :** Jusqu'à 14 875 militaires et 1250 policiers.

---

Pour assurer une sensibilisation et une éducation durables à la prévention du VIH et des IST pour les personnels en uniforme libériens et leurs familles, la MINUL a appuyé la formation et le soutien post-formation d'un groupe restreint d'apprenants issus de chacun des quatre composantes des services armés. Les apprenants, à leur tour, assurent des sessions de sensibilisation à leurs collègues et leurs familles, une formation en prévention du VIH et en communication pour le changement de comportement. Les formations abordent les faits et les mythes concernant le VIH, les manifestations cliniques du VIH et des IST, les urgences humanitaires en matière de VIH, les droits humains, la stigmatisation et la discrimination, le traitement du VIH, les questions de genre et le sida et le rôle de l'alcool et de la drogue dans les comportements à risque par rapport au VIH. Diverses unités de la MINUL (telles que celles chargées du genre, du conseil du personnel et de la formation intégrée de la mission) se sont jointes à d'autres entités des Nations Unies et aux partenaires nationaux pour mettre en œuvre le programme de formation.

La réussite de la mise en œuvre de ce programme de formation à composantes multiples a un effet important sur les politiques et les pratiques des personnels en uniforme du Liberia. Avec le soutien matériel de l'Équipe conjointe des Nations Unies sur le sida, chaque branche des services en uniforme (forces armées, police nationale, immigration et naturalisation et services correctionnels) a élaboré des plans de travail de trois mois pour sensibiliser leurs unités respectives sur les questions liées au VIH.

## LA MISSION INTÉGRÉE DES NATIONS UNIES AU TIMOR-LESTE (MINUT)

---

### MINUT

#### Quelques faits

**Conflit :** Une crise politique, humanitaire et sécuritaire majeure a éclaté en 2006 – quatre ans après la reconnaissance du Timor-Leste comme nouvel État par les Nations Unies.

**Mandat de la Mission :** Appuyer le gouvernement national en vue de « consolider la stabilité, de promouvoir une culture de gouvernance démocratique, et de faciliter le dialogue politique entre les parties prenantes timoraises dans leurs efforts visant à lancer un processus de réconciliation nationale et à favoriser la cohésion nationale ».

**Personnel de la Mission :** 1275 personnels en uniforme (juin 2012).

---

La MINUT a incorporé les interventions de VIH dans les processus nationaux de RSS. La MINUT a assuré une formation d'orientation en matière de VIH à 2088 individus (352 femmes et 1271 hommes) de juillet 2010 à juillet 2012. Le conseil et dépistage volontaire du VIH a été assuré à l'ensemble du personnel de la mission et au personnel des agences des Nations Unies, dont 462 membres du personnel (84 femmes et 462 hommes) ont bénéficié de ce service.

La MINUT a distribué 35 605 préservatifs et a formé 34 membres du personnel à la prophylaxie antirétrovirale post-exposition.

Des partenariats stratégiques ont permis à la MINUT de mettre en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité concernant le VIH dans le Timor-Leste. Une collaboration étroite avec le ministère de la Santé a facilité la mise en œuvre du leadership des

pairs et la formation du VIH pour les personnels en uniforme nationaux. Touchant la communauté dans son ensemble, la collaboration de la MINUT avec les partenaires nationaux a facilité la fourniture de services de prévention, de soins et soutien du VIH aux professionnel(le)s du sexe dans la région frontalière avec l'Indonésie. Au sein de la MINUT même, l'unité sida a travaillé en étroite collaboration avec les unités en charge du genre, des droits humains, du conseil et du code de conduite et la MINUT a bénéficié de l'orientation, la contribution et l'expertise de nombreux partenaires des Nations Unies.

La MINUT travaille également à assurer la pérennité de ces initiatives en matière de VIH. Pour aider à renforcer durablement les capacités communautaires, la MINUT a facilité une levée de fonds pour un réseau local des personnes vivant avec le VIH. Et le financement octroyé par le Round 10 du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme permettra d'appuyer la poursuite et l'extension des activités de prévention et de conseil et dépistage volontaires du VIH pour les personnels en uniforme.

# PRINCIPAUX RÉSULTATS ET PERSPECTIVES

Bien que des progrès réels aient été enregistrés, des limites importantes en termes de ressources ont souvent empêché de réaliser la vision du Conseil de sécurité. Des mesures stratégiques plus énergiques seront nécessaires pour protéger les soldats de maintien de la paix et les personnels en uniforme nationaux grâce à des interventions vitales de lutte

contre le VIH, pour étendre les ripostes au sida aux communautés environnantes et aux familles des personnels en uniforme et pour mobiliser ces investissements en vue de renforcer les capacités durables pour une riposte efficace à des épidémies nationales et locales en constante évolution.

---

Heureusement, l'expérience a généré à ce jour un faisceau important d'informations stratégiques. Pour aller de l'avant, les parties prenantes concernées devraient prendre en compte les leçons apprises :

- **La collaboration ONUSIDA/ONU-DOMP a fait ses preuves sur le terrain et est avérée donner des résultats probants.** Les équipes ONUSIDA/ONU-DOMP ont réussi à escalader la courbe de l'apprentissage et sont désormais bien établies au niveau de la mission. Ces équipes prennent en compte les leçons apprises pour étendre la portée et l'impact des programmes VIH. Il existe désormais une base solide sur laquelle fonder le travail futur.
- **Le domaine du sida et de la sécurité démontre de façon éclatante l'énorme potentiel de réussite lorsque le système des Nations Unies fonctionne en un groupe homogène.** Les divers partenaires des Nations Unies se sont unis pour atteindre une réussite synergique, en incorporant le VIH dans la mise en œuvre des Résolutions 1308 et 1983, amenant leurs experts respectifs à collaborer et travailler ensemble pour surmonter les freins à la mise en œuvre. Le processus « Unis dans l'action » s'est avéré particulièrement efficace pour apporter une réponse aux questions transversales, telles que les droits humains, la violence basée sur le genre et l'égalité des sexes.
- **Des partenariats de travail flexibles sont essentiels pour le succès.** De solides relations de travail avec les partenaires clés – notamment les ministères nationaux, les autres autorités gouvernementales, les ONG locales, les associations de jeunes, les groupes de femmes et de paysans, ainsi que les associations de personnes vivant avec le VIH – permettent d'élargir la portée et d'accroître l'impact des équipes ONUSIDA/ONU-DOMP. Des partenariats novateurs aident aussi les équipes ONUSIDA/ONU-DOMP à anticiper et à relever les défis, à mesure qu'ils surgissent. À mesure que la situation évolue, que l'on passe de la phase de conflit à la phase de post-conflit, la nature et la diversité des partenariats doivent aussi évoluer.
- **L'expérience souligne l'importance critique de l'appropriation par les pays.** Les liens étroits avec les partenaires nationaux ont été essentiels au succès de la prévention du VIH au lendemain des conflits. Le fait de placer les partenaires nationaux au centre de ce travail a encouragé une forte appropriation au niveau des pays, ce qui a par ailleurs encouragé la pérennité, l'accélération de l'action et le succès global des missions de maintien de la paix.

- 
- **Une riposte intégrée développe au maximum l'efficacité, l'efficience et l'impact.** L'intégration du sida dans les activités quotidiennes des missions de maintien de la paix, telles que les composantes de démobilisation, désarmement et réintégration et de réforme du secteur de sécurité, a encouragé l'innovation, assuré des résultats synergiques et contribué à la pérennité des programmes.
  - **L'intégration des initiatives de lutte contre le sida dans les périodes de conflit et post-conflit génère des avantages qui s'étendent au-delà de la mission de maintien de la paix elle-même.** Les soldats de maintien de la paix qui rentrent chez eux, qui sont formés et sensibilisés, servent d'agents de changement dans leurs communautés d'origine, générant des gains durables en termes de santé dans les pays fournisseurs de contingents. Les cellules VIH/sida de l'ONUSIDA/ONU-DOMP renforcent également les capacités des partenaires nationaux et locaux, aidant ainsi à renforcer et à maintenir de manière durable les ripostes au sida.
  - **Les programmes de sida en période de conflit et post-conflit permettent de faire progresser les droits humains et l'égalité des sexes.** Les interventions de sida combattent la violence sexuelle et basée sur le genre, sensibilisent aux effets néfastes de la stigmatisation et de la discrimination, en sensibilisent les auteurs et les aident à se convertir en agents du changement et promeuvent l'intégration des protections des droits humains dans les cadres juridiques et politiques nationaux.
  - **Les programmes de lutte contre le sida contribuent à la paix et la sécurité durables. Loin de servir de composante accessoire « rapportée »,** les programmes de lutte contre le sida complètent les efforts de démobilisation, désarmement et réintégration en sauvant des vies et en promouvant un comportement sexuel plus responsable.
  - **Les pairs éducateurs génèrent des résultats de bon rapport coût-efficacité.** Les pairs éducateurs accélèrent l'extension des programmes, facilitent l'accès aux leaders locaux et aux responsables communautaires et contribuent à une continuité et pérennité à long terme. L'éducation par les pairs s'est avérée être un véhicule de grand impact, de bon rapport coût-efficacité pour la diffusion des messages clés et l'influence des normes sociales en matière de violence sexuelle et basée sur le genre dans les programmes de démobilisation, désarmement et réintégration et de réforme du secteur de sécurité.
-

*« Les personnels en uniforme peuvent susciter des changements positifs, en particulier pour prévenir les violences sexuelles dans les situations de conflit et de post-conflit. »*

*Michel Sidibé, Directeur Exécutif de l'ONUSIDA.*

Face au scepticisme initial, le leadership pionnier du Conseil de sécurité sur le sida et la sécurité s'est avéré visionnaire. Contre vents et marées, les efforts de mise en œuvre des Résolutions 1308 et 1983 du conseil de sécurité de l'ONU obtiennent des résultats tangibles et renforcent le fondement de ripostes au sida axées sur les droits, plus durables – chez les personnels en uniforme, dans les pays où il existe des missions de maintien de la paix et dans les pays qui envoient des contingents pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Mais il reste encore beaucoup – beaucoup plus – à faire. Les leçons apprises dans les différents pays doivent être diffusées auprès des opérations de maintien de la paix à travers le monde, en mettant un accent particulier sur les trois thèmes prioritaires que sont la violence sexuelle et basée sur le genre, la démobilisation, le désarmement et la réintégration et la réforme du secteur de sécurité. Un engagement et un leadership politiques beaucoup plus importants seront également essentiels pour la poursuite et l'accélération du succès. Pour bâtir un soutien politique et assurer une plus grande responsabilité en matière de sida et de sécurité, il est particulièrement important d'en appeler à l'engagement des entités nationales et régionales (telles que l'Union Africaine) qui ont la capacité de renforcer et d'intégrer les ripostes programmatiques et politiques essentielles et d'influencer les décideurs dans différents pays et milieux.



**ONUSIDA**

20 Avenue Appia  
CH-1211 Genève 27  
Suisse

+41 22 791 36 66

[unaids.org](http://unaids.org)